Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

275 | Janvier-Juin

Géopolitiques du riz

Histoires de vie, trajectoire du riz : le cas ougandais

Charlotte Torretti

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/8070>

DOI : 10.4000/com.8070

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2017

Pagination : 115-141

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Charlotte Torretti, « Histoires de vie, trajectoire du riz : le cas ougandais », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 275 | Janvier-Juin, mis en ligne le 01 janvier 2020, consulté le 15 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/8070> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.8070>

Histoires de vie, trajectoire du riz : le cas ougandais

Charlotte Torretti¹

Résumé

Aujourd'hui, le riz est devenu une céréale stratégique d'importance majeure pour la sécurité alimentaire de nombreux pays dans le monde. En Ouganda, son introduction et son adoption ont été rythmées par des dynamiques de coopération, de conflits et de reconstruction. Deux fonctionnaires ougandais sont apparus comme des personnages clés de l'histoire des projets hydro-rizicoles du pays. Cet article tente de comprendre comment, dans une configuration sociopolitique caractéristique de nombreux pays anciennement colonisés – et plus particulièrement d'Afrique subsaharienne – une trajectoire rizicole a été façonnée et comment elle a façonné des vies.

Mots-clés : Afrique, post-conflit, riz, irrigation, projet de développement, aménagement

Abstract

Nowadays rice is a strategic cereal of main importance for many countries in the world in order to be food secured. In Uganda, introducing and adopting such crop was shaped by international cooperation, internal conflicts and reconstruction process. Two Ugandan civil servants turned out to be key figures of the history of irrigated rice schemes in the country. This article aims at understanding how, in a sociopolitical configuration typical of many former colonised countries and as such more particularly in Subsaharan Africa, rice trajectory has been impacted and how it has contributed to shape lives as well.

Key-words : africa, post-conflict, rice, irrigation, development project, land-use planning.

1. Ingénieure en agro-développement international, Doctorante en géographie humaine à l'Université de Bordeaux Montaigne

The appropriateness of technology change is linked to the social and political structures of a society. But most analyses of this change tend to concentrate on the technical issues and disregard the social processes which enhance or impede technological change. (...) it however becomes clear that the socio-economic and political aspects of technological change need to be taken into account when considering the issues of appropriate technology in agriculture. (...) we need to go beyond the perspective which seeks to explain technological change only in terms of "agricultural modernization". (...) There is, therefore, a need to explain technological change in terms of a dynamic process which seeks to transform not only the agrarian structures within peasant economies but also the social and political formations within rural communities. (Zie, 1992 : p.49-50)

Introduction

En Ouganda, pays à la croisée de l'Afrique des Grands Lacs et de l'Afrique de l'Est, le riz est une céréale dont l'introduction et l'adoption ont été rythmées par des dynamiques de guerre et de reconstruction. D'abord sous la *British Rule*, timidement, lorsqu'il s'agit de nourrir les troupes britanniques engagées pendant la Seconde Guerre mondiale. Puis, à partir des années 1960, le riz se lie étroitement au paradigme du « développement » qui s'ancre après l'Indépendance. Ce processus se matérialise sous la forme d'une coopération sino-ougandaise menant à l'implantation de trois projets d'aménagement hydro-agricole de mille hectares en moyenne, basée sur le modèle des fermes d'État de la Chine communiste. Par la suite, deux autres projets verront le jour, cette fois-ci situés dans deux régions du nord ougandais : Olweny en région Lango et Agoro en région Acholi.

Ces deux aménagements hydro-agricoles sont progressivement passés d'objets de recherches doctorales au statut de points d'entrée permettant d'appréhender l'enchevêtrement des pratiques du développement, des pratiques agraires et des pratiques autochtones de gestion de l'eau et de la terre. Cependant, un besoin de déplacer le niveau d'analyse de ces dynamiques dans un contexte historique plus large – c'est-à-dire au-delà de la prise de pouvoir de Yoweri Museveni en 1986 – s'est fait sentir. Au cours de ces recherches, deux fonctionnaires ougandais aujourd'hui retraités sont apparus comme des personnages clés dans l'histoire de ces deux projets : Jackson A. et Ocen K. Au fil des mois, de nombreux entretiens et autres conversations moins formelles ont permis d'assembler les différentes pièces du puzzle qu'a été leur vie. Issus de la première génération de techniciens formés en agriculture qu'ils qualifient de « moderne » et à la riziculture irriguée, parfois courtier du développement pour l'un, bénéficiaire de la nouvelle configuration d'une coopération Sud-Sud pour l'autre, tous deux victimes de la guerre et de ses massacres, ils sont

Figure 1 - Localisation des périmètres irrigués en Ouganda en 2017

devenus chacun à leur manière une personne-ressource pour le gouvernement lorsque le riz et l'irrigation ont participé activement à la nouvelle politique de reconstruction et de « développement ».

Ainsi, raconter leur vie permet de dresser un tableau humain des trajectoires du riz et du développement en Ouganda, un tableau morcelé entre espoirs, guerres, et reconstruction. Il s'agit ici de comprendre comment, dans une configuration sociopolitique caractéristique de nombreux pays anciennement colonisés – et plus particulièrement d'Afrique subsaharienne – une trajectoire rizicole a été façonnée et a façonné des vies, dans la rupture et dans la continuité. Dans un monde où le riz est devenu une céréale stratégique ayant une importance majeure notamment dans des pays où la sécurité alimentaire est la plus vulnérable, la portée d'une telle analyse ne semble pas négligeable.

(Source : Torretti 2015, 2016)

Figure 2 - Portrait de Jackson A. (à gauche) et d’Ocen K. (à droite)

I - Le riz de la « Révolution Verte » asiatique

Lorsque l’Ouganda accède à l’Indépendance en 1962, la production rizicole est alors marginale dans le pays. Initialement introduit dans ce pays par le biais des circuits marchands reliant l’Afrique de l’Est côtière au sous-continent indien, le riz fait l’objet d’une politique coloniale afin de nourrir les troupes britanniques engagées dans la Seconde Guerre mondiale (Zie, 1992). Les zones rizicoles se situent alors au niveau du bassin versant du lac Kyoga, frontière imaginaire entre un Sud d’influence bantou, divisé en différents royaumes – dont le Buganda, cœur de l’administration coloniale –, reposant sur les cultures de plantation, et un Nord d’influence nilotique, reposant sur le pastoralisme et la céréaliculture itinérante.

1 - Une coopération sino-ougandaise à l’initiative

Cependant, en Ouganda, le riz fait rapidement l’objet d’actions publiques à part entière à partir des années 1960. Cette décennie est notamment caractérisée au niveau international par une montée du Tiers-mondisme et du discours du « développement ». La « Révolution Verte », *package* technologique dit « moderne » permettant l’industrialisation des modes de production, devient de manière générale un paradigme pour les acteurs promouvant le « développement » (Pestre, 2014). Dans ce *package* est notamment incluse

une vision industrialisée et aménagiste de l'irrigation qui est largement promue dans les années 1960 et 1970 et qui est censée permettre de nourrir une population mondiale en croissance dont une grande partie fait face à des sécheresses récurrentes. En Chine notamment, les liens entre civilisation et riz font l'objet de nombreuses analyses depuis plusieurs décennies (Gourou, 1984), matérialisant cette vision.

En Afrique de l'Est, cette montée du Tiers-mondisme se perçoit aussi dans les années 1960 par la notion de *self-reliance* proposée notamment par Julius Nyerere, président de la Tanzanie, critique implicite du modèle de « développement » occidental (discours de Arusha, 1967). Dans un monde en guerre froide qui se polarise, l'ougandais Milton Obote – un natif du Lango au pouvoir après l'Indépendance – fait le pari du socialisme à l'instar de son voisin tanzanien, bien que sans doute moins par idéologie que par intérêt politique (Prunier et Calas, 1994). C'est dans ce contexte qu'une coopération sino-ougandaise voit le jour en 1965. La Chine maoïste, en recherche d'influence à côté des géants américain et soviétique, établit des relations diplomatiques sur le continent africain *via* les nouveaux outils des relations internationales : coopération technique et aide au « développement » (Rist, 2013). Pour cela, elle use de son héritage agraire, une culture du riz plurimillénaire qui a su mettre en valeur les grands deltas asiatiques et soutenir des densités de population élevées, ainsi que d'un savoir-faire développé plus récemment – l'adoption et la maîtrise du *package* de la « Révolution Verte ». Ainsi, dans plusieurs pays africains, la Chine communiste finance la reproduction de son modèle des fermes d'État, dont le fonctionnement est basé sur la planification et la démonstration des pratiques « modernes » : produits phytosanitaires associés à des variétés améliorées, mécanisation et planification de la production, maîtrise de la ressource hydraulique par l'aménagement lourd. En Ouganda, plusieurs projets d'aménagements hydro-rizicoles voient ainsi le jour dans les années 1960 : une ferme de démonstration pour l'irrigation à Mubuku, à l'Ouest, d'abord. Puis, dans la foulée, l'aménagement de près de mille hectares du marais de Kibimba – qui atteindra les quatre mille hectares par la suite – sous la supervision de la coopération chinoise.

2 - Le temps des premiers pas

Ainsi, dès la fin des années 1960 sont affectés les premiers techniciens ougandais nouvellement diplômés sur le site de Kibimba, proche du lac Victoria, où doit être aménagé le premier périmètre de riziculture irriguée ougandais. Parmi eux se trouvent Jackson A., natif du Lango, et Ocen K., natif de l'Acholi. En effet, la *British Rule* a notamment eu pour conséquence de poser les fondements de la militarisation et de l'ethnisation de l'exercice du pouvoir

politique en Ouganda. Les populations des régions du Nord, principalement perçues par l'administration coloniale comme une main-d'œuvre mobilisable pour la culture du coton et la constitution d'une armée régulière, voient leur accès à l'éducation et à des postes de fonctionnaires facilité par l'arrivée de Milton Obote, un Langi, au pouvoir. Formés ensemble dans une école du Luwero comme techniciens agricoles, devenus fonctionnaires, Jackson A. et Ocen K. sont rapidement affectés sur le site de Kibimba.

En effet, la coopération chinoise, cherchant à reproduire la riziculture irriguée telle que pratiquée dans les deltas de l'Est chinois, fait le choix de drainer le marais de Kibimba sur une surface de près de mille hectares. Dans le Sud, sur les bords du lac Victoria, la pluviométrie dont dépend le système d'irrigation gravitaire conceptualisé semble favorable avec près de mille quatre cents millimètres annuels, de même que la topographie relativement plane du site. Pendant plusieurs années, le *Kibimba Rice Scheme* fait figure de proue quant à la « modernisation » des pratiques agricoles. Il est ainsi matérialisé sur un marais dont l'accès et les usages étaient précédemment communautaires : pâturage de saison sèche notamment, pêche, ressources naturelles transformées en matériaux pour l'artisanat ou la construction de briques (Asowa-Okwe, 1996). L'agriculture pratiquée par les populations environnantes repose essentiellement sur un système vivrier. Les enjeux du projet sont alors multiples : il s'agit de moderniser l'agriculture mais également de trouver une alternative aux cultures commerciales promues lors de la colonisation, à savoir le coton dont les prix s'écroulent à cette période, la canne à sucre ou encore le café. Des variétés améliorées sont introduites, ainsi que la mécanisation des pratiques agraires notamment pour les travaux de labour et de récolte. L'irrigation se fait par des infrastructures lourdes qui acheminent l'eau à travers des canaux cimentés depuis des barrages puis ramènent l'eau en amont au moyen d'une pompe électrique en saison sèche (Buyondo, 1977). La gestion chinoise du projet introduit ainsi un système organisationnel basé sur le tour d'eau et la maîtrise des volumes hydrauliques. À l'image de la « Révolution Verte » et du discours du « développement » de manière générale, la conception du projet est résolument technocratique et se fait dans l'absence de réflexion sur une éventuelle politique nationale cohérente tant sur l'utilisation des zones humides ou sur la promotion du riz (Zie, 1992). L'impact d'un tel projet n'est guère questionné. Suivant le modèle chinois promu, le *Kibimba Rice Scheme* devient une ferme d'État, à l'instar de la ferme de démonstration de Mubuku, située à l'Ouest, nettement moins importante à cette période – quatre cent trente hectares irrigués sur les six cents initialement prévus – et dédiée à l'irrigation de cultures essentiellement maraîchères.

Ainsi, la première action publique pour introduire significativement la riziculture irriguée est également la première expérience formatrice de Jackson A. et d'Ocen K. Les principaux éléments qui en ressortent sont une perception de l'agriculture devenue dichotomique, miroir d'une vision internationale : ils qualifient les pratiques de la « Révolution Verte », l'approche planificatrice, l'approche projet, l'aménagement lourd comme autant de symboles d'un pays qui se « développe » grâce à une agriculture « moderne » dont ils deviennent les porte-paroles. Par opposition, l'agriculture de subsistance ainsi que l'économie non-monnaire dans laquelle elle s'inscrit largement deviennent dans leurs bouches « traditionnelles » et « arriérées », opposant ainsi « territoire moderne du projet et le territoire de contexte dit traditionnel et considéré à cet effet comme primitif » (Bertoncin et Pase, 2012). Rapidement, Jackson A. et Ocen K. prennent alors des voies différentes. Alors que Jackson A. part travailler au périmètre de Doho, initié par la coopération chinoise dans la foulée de celui de Kibimba, Ocen K. retourne en région Acholi comme technicien agricole dans l'actuel district de Lamwo, à la frontière sud-soudanaise.

II - Ocen K. ou reproduire le riz irrigué de la « Révolution Verte »

En région Acholi, la pluviométrie est nettement moins fiable que dans le Sud ougandais, avec des variabilités inter- comme intra-annuelles importantes. Elle est également moindre, avec une moyenne autour de mille millimètres annuels. En conséquence, l'agriculture y repose sur des pratiques largement extensives et itinérantes. Les céréalicultures dominent, annuelles sur abattis-brûlis (Atkinson, 2010). En Acholi, la culture de coton introduite par les colons n'avait eu qu'une importance relative, l'Est et le Nord de la région étant plus marqué par les sécheresses et la faiblesse pluviométrique en seconde saison des pluies. En revanche, d'autres cultures ont été adoptées sous l'administration coloniale, telle que la patate douce ou le manioc (Lutara, 1956). La démographie en Acholi est en 1959 la plus faible du pays, avec dix habitants au kilomètre carré (Uganda Protectorate, 1960). Les zones de peuplement se concentrent essentiellement autour des cours d'eau et zones humides. La savane domine, tantôt arborée tantôt ouverte.

1 - La vallée des monts Agoro : un système d'irrigation autochtone précolonial inédit

Ocen K. est natif de l'actuelle paroisse de Lokung, frontalière du Soudan du Sud. Avec l'actuel sous-comté d'Agoro, cette zone constitue à la fois la

limite Sud des monts Imatong qui se déploient au Soudan du Sud et sont la limite Nord des plateaux ougandais en Acholi. Chacun de ces espaces est caractérisé par la présence d'une vallée où l'histoire du peuplement tranche avec le reste de la région. En effet, la permanence d'un cours d'eau tout au long de l'année a sans doute été un élément décisif dans l'installation de groupes migrants depuis l'actuel Soudan du Sud au niveau de ces vallées. La possibilité de détourner l'eau des cours ainsi que la fertilité des sols alluviaux qui les bordent ont permis l'émergence d'une agriculture à la fois duale et complémentaire.

L'agriculture itinérante centrée sur les céréales est pratiquée sur les terres de la vallée peu fertiles et éloignées des cours d'eau, nommées *ngom woko* – « la terre coutumière située à l'extérieur ». Comme ailleurs en Acholi, cette terre est collective, gérée par le clan² qui ne délègue aux familles qu'un droit d'usage. En opposition au *ngom woko* caractérisé par l'itinérance, les terres irriguées constituent le *ngom joro* – « la terre coutumière située à l'intérieur ». Elles se situent sur les sols alluviaux et supportent une agriculture plus intense. La sédentarisation des pratiques culturelles sur ces terres est probablement le facteur qui a entraîné un glissement des droits fonciers du clan vers les familles. Celles-ci possèdent en effet davantage de droits sur le *joro* que sur le *woko*, notamment un droit de transmission patrilinéaire. Dans la vallée d'Agoro, qui constitue le territoire de la chefferie de Pobar, les enquêtes réalisées sur le terrain ont montré une répartition des différents *joro* entre les clans étroitement liée à l'historicité du peuplement. Les premiers installés bénéficient généralement de davantage de surface et sont situés plus en amont – à l'exception notable du clan de Podi, lignée aristocrate et influente, situé en plaine.

Ces systèmes d'irrigation ont émergé dès la période précoloniale. Il est toutefois difficile de déterminer si ceux de la vallée d'Agoro ont historiquement été plus importants ou si ces derniers ont fait l'objet de quelques articles (notamment Watson, 1952 ; Lutara, 1956) en raison de l'influence historique de la chefferie de Pobar. Néanmoins, la description de la vallée d'Agoro que fait en 1956 Wilson Lutara démontre une action collective élaborée (1956 : p. 48-49) :

Dans cette zone est située une vaste dépression qui s'étend sur plusieurs miles le long de la rivière, incluant un large marais. C'est sans doute dû à ces zones inondables que la rivière Aringa doit son écoulement toute l'année. Les systèmes d'irrigation sont situés dans les dépressions. [...] Lorsque l'eau est désirée dans les champs, les paysans obstruent collectivement le passage d'une partie du cours de la rivière, conduisant l'eau dans des canaux. Les canaux sont également

2. Dans cet article, le clan est entendu comme un groupe exogame d'ascendance patrilinéaire.

construits collectivement. Ils longent les limites des terres surélevées comme pour mettre en valeur l'ensemble de la zone à son meilleur avantage. Il est impressionnant de constater comment ces paysans sans éducation creusent les canaux aussi proches que possible des limites microtopographiques de la zone sans aucun instrument de mesure. Depuis ces canaux principaux dérivent des canaux secondaires positionnés à des intervalles adéquats. Puis, d'autres canaux dérivent de nouveau de ces canaux secondaires afin d'acheminer l'eau vers les champs individuels cette fois-ci.

Lorsque le besoin en eau est satisfait, par exemple en saison des pluies, le barrage est retiré et les canaux sèchent. Dans ces zones irriguées sont retrouvées les pratiques culturales les plus intensives de tout le district. [...] Il y a un degré de division de la terre élevé dans ces zones. [...] Sur ces champs seules les cultures vivrières sont présentes : maïs, patate douce, sorgho [...]. Aucune rotation ne semble être généralement suivie et dans la plupart des cas les parcelles sont cultivées presque chaque année, et la terre est laissée en jachère après plusieurs années seulement.

Il peut être noté que ces zones irriguées sont cultivées essentiellement lors de la saison sèche. Les cultures pluviales habituelles prennent place durant la saison des pluies.³

Figure 3 - Irrigation dans la vallée d'Agoro en 2016

3. Traduit de l'anglais.

Ainsi, la rivière Okura qui traverse la vallée d'Agoro sur près de dix kilomètres a permis l'émergence de plusieurs petits systèmes d'irrigation. Ceux-ci ont permis à cette zone de supporter une densité de population plus élevée que la moyenne en Acholi ainsi que de lutter efficacement contre les famines lors des années sèches. Le développement de telles pratiques agricoles a également entraîné l'émergence d'un rapport complexe des clans aux ressources des *joro*, fondé sur l'action collective et la collaboration inter- et intra-clanique pour le partage de l'eau et de la terre.

2 - Reproduire Kibimba Rice Scheme

Après avoir participé aux débuts du périmètre de Kibimba, Ocen K., qui a connaissance de l'existence d'une irrigation autochtone en Acholi, plaide pour le lancement d'un projet similaire dans la vallée d'Agoro. Il fait valoir l'expérience unique de ses habitants, argumentant qu'un projet mêlant les concepts de *self-reliance* alors popularisé notamment en Tanzanie à l'irrigation telle que conceptualisée par la coopération chinoise ne demanderait que peu d'investissement pour obtenir des résultats similaires. Dans une région aussi isolée, loin du Sud qui a longtemps concentré les investissements à l'époque coloniale, le gouvernement du Langi Milton Obote approuve son initiative, comme les autorités administratives locales – d'autant plus que son projet bénéficierait significativement au *joro* détenu par le clan aristocrate dont est issu le chef du sous-comté d'Agoro.

Ainsi, en 1968, Ocen K. est affecté comme *Agriculture Officer* – technicien agricole – dans la vallée d'Agoro. Des relevés topographiques menés par un Britannique délimitent un espace de près de six cents hectares. Le budget alloué au projet est peu élevé : il doit couvrir le salaire des deux techniciens agricoles – Ocen K. ainsi qu'un technicien de nationalité indienne – et le matériel qui ne peut être fourni sur place comme les portes de distribution d'eau. La main-d'œuvre pour les travaux de construction des barrages et canaux, ainsi que les principaux matériaux sont censés être fournis localement. Sur le terrain, Ocen K. et le technicien indien tente de reproduire les grands périmètres de riziculture irriguée qui se sont développés en Asie. Leur vision est également largement influencée par le *Kibimba Rice Scheme*. Ainsi, le site retenu pour l'*Agoro Self-Help Irrigation Scheme* se situe en plaine, environ deux kilomètres en aval des monts Agoro, et s'étale sur deux paroisses : celle de Rudi et celle de Pobar. La topographie semble favorable à une irrigation de plaine gravitaire, où l'eau serait prélevée à partir de la rivière Okura et la terre divisée en parcelle selon le tracé des canaux d'eau. Il s'agit, comme à Kibimba, de créer un territoire de production rizicole où le foncier serait géré

de manière à répondre à l'optimisation de la distribution de l'eau au moyen de l'aménagement lourd, « vidant » ainsi le *joro* des relations socio-économiques existantes pour rendre le contenu du périmètre homogène.

3 - Une ambition inachevée

La vision d'une irrigation qu'Ocen K. perçoit comme « moderne » est cependant vite rattrapée par les réalités sociales autochtones ainsi que par la première crise politique majeure ougandaise. En effet, à l'image des pratiques de la coopération chinoise à Kibimba, peu de place est laissée aux dynamiques préexistantes au sein du *joro* support du projet. L'enracinement territorial des pratiques de l'irrigation autochtone au sein de la vallée n'est pas pris en compte. Au nom du « développement », intérêt perçu comme supérieur et en conséquence guère questionnable, Ocen K., avec une minorité d'habitants menée par le chef du sous-comté d'Agoro, vise à mettre en place un système d'irrigation qui effacerait ainsi la territorialité déjà existante. La confrontation entre cette vision « du haut » face aux réalités « du bas » mène à des résultats mitigés. Certains objectifs du projet sont atteints, comme l'introduction et l'adoption des cultures maraîchères qui deviennent les principales cultures commerciales vendues à la ville de Kitgum, située environ quatre-vingts kilomètres au Sud. En revanche, la « modernisation » de l'irrigation ne prend guère. La participation locale est faible, notamment liée au refus d'abandonner la gestion foncière autochtone face au bouleversement de la répartition des terres irrigables entre et au sein des clans qu'elle entraînerait. En conséquence, les quelques infrastructures permanentes mises en place ne sont pas entretenues après le départ d'Ocen K. et de son confrère indien, à l'exception d'une version améliorée des barrages artisanaux construits à chaque saison des pluies qui sera reprise par certains groupes d'irrigateurs.

Enfin, l'ambition d'Ocen K. de « moderniser » l'irrigation dans la vallée d'Agoro est aussi contrariée par le fait politique. D'une part, Ocen K. quitte l'Ouganda pour Le Caire en 1969, un an après son affectation dans le sous-comté d'Agoro et avant d'avoir pu acheminer des semences de riz qui devaient être produites dans les années à suivre à Kibimba. En Égypte, Ocen K. suit des formations sur l'irrigation, résultat d'une nouvelle configuration des relations ougando-égyptiennes. En effet, celles-ci étaient pour le moins conflictuelles à l'époque coloniale (Ntambirweki, 1996 ; Collins, 2001) au cours de laquelle l'administration britannique non seulement reconnaît un droit historique de l'Égypte sur les eaux du Nil, mais s'engage aussi à n'entreprendre aucun projet impactant leurs volumes et leurs distributions (*Nile Waters Agreement*, 1929). Néanmoins, depuis la Seconde Guerre mondiale, les négociations autour de la question du partage des eaux du Nil tendent à évoluer vers une coopération

(Sources : Ocen K, Torretti)

Figure 4 - Site d'un barrage artisanal en 1968 (en haut) puis en 2016 (en bas)

(Sources : Ocen K, Torretti)

Sud-Sud hautement stratégique et politique. La construction du barrage hydroélectrique d'Owen au bord du lac Victoria sous financement égyptien, complété en 1968, en est emblématique (Collins, 2001). Pour l'Ouganda, engager des projets d'aménagements hydro-rizicoles fait donc également partie des relations diplomatiques entretenue avec l'Égypte, une diplomatie d'autant plus facilitée par les choix politiques de Milton Obote. Cependant, après son départ pour Le Caire, Ocen K. n'est pas remplacé. Enfin, le coup d'État militaire qui porte au pouvoir Idi Amin Dada en 1971 jette un froid sur dans les relations ougando-égyptiennes et entraîne l'année suivante l'expulsion des communautés indo-pakistanaïses d'Ouganda. Le second technicien agricole posté au sous-comté d'Agoro quitte le pays, alors que près de trente millions de shillings ougandais avaient finalement été sécurisés pour l'année fiscale 1973-1974 pour le projet d'irrigation d'Agoro. Ainsi, en l'absence des techniciens agricoles, l'*Agoro Self-Help Irrigation Scheme* est abandonné par les habitants de la vallée, alors que le pays entre dans une période de crise majeure. Sous le régime d'Idi Amin, l'armée et l'administration connaissent des épurations sanglantes visant principalement Langi et Acholi. Jackson A. et Ocen K. sont épargnés par la violence, respectivement postés au *Doho Irrigation Scheme* et au *Kibimba Rice Scheme* dont les gestions, à l'image de l'économie du pays, s'écroulent.

III - Jackson A., ou apprendre les codes du courtier du développement

En effet, alors qu'Ocen K. est de nouveau affecté au *Kibimba Rice Scheme* en rentrant du Caire, Jackson A. ne s'y trouve plus. La coopération chinoise a initié dans la foulée du *Kibimba Rice Scheme* un nouveau projet d'aménagement hydro-rizicole où il est rapidement affecté. Cette fois-ci, situé au pied du Mont Elgon dans l'Est le *Doho Irrigation Scheme* s'étale sur près de mille hectares.

1 - Garantir ses revenus à travers un projet hydro-rizicole dans un pays en crise

Le modèle est similaire à celui de Kibimba, à quelques différences près : cette fois-ci, l'eau acheminée vers le système d'irrigation est détournée directement depuis une rivière, et l'accent est mis non plus sur la production de semences et la diffusion de la riziculture mais sur la production rizicole en elle-même. À la différence du *Kibimba Rice Scheme*, le *Doho Irrigation Scheme* connaît une gestion plus décentralisée. Plus éloigné de la capitale Kampala, bénéficiant de moindres investissements notamment en termes de

mécanisation de la production, les techniciens postés à Doho – dont Jackson A. – travaillent également de manière plus autonome. Enfin, une différence fondamentale entre les périmètres de Kibimba et de Doho réside dans la gestion foncière. Alors que Kibimba devient une entreprise nationale avec l'État comme principal actionnaire, le périmètre de Doho est destiné à la population locale qui est supposée payer en retour des taxes d'usagers. Cette gestion distincte n'est pas sans conséquence dans le travail des fonctionnaires au niveau des périmètres. Responsable de l'allocation de la terre d'une part, ainsi que de la distribution de l'eau d'autre part, le personnel de Doho est rapidement décrié comme étant un bénéficiaire privilégié du projet. En effet, les salaires perçus par les fonctionnaires de Kibimba comme de Doho sont faibles et irréguliers, dans un contexte de crise politique et économique. Ainsi le personnel des deux périmètres a un droit de culture au sein même des périmètres et, à Doho, peut donc s'approprier les ressources au détriment de la population locale. En effet, à Kibimba, la population locale est exclue de l'accès à la terre et ne bénéficie du projet que sous forme d'accès à des emplois saisonniers et sous-qualifiés, ce qui n'est pas le cas de Doho. Sur ce site, des rapports de force émergent rapidement entre les personnes les plus influentes afin d'accéder aux parcelles les plus grandes, idéalement situées ou encore dont l'accès à l'eau est plus aisé (Zie, 1992 ; Asowa-Okwe, 1996). En tant que fonctionnaire, Jackson A. possède alors une position dominante, en charge de l'allocation des ressources terre et eau, de l'établissement de taxes d'usagers, de l'accès aux quelques machines, etc. Ces rapports de force sont d'autant plus importants et conflictuels que le riz devient une culture commerciale incontournable dans la région et que les zones humides deviennent des ressources sous pression.

2 - Kibimba et Doho, des projets dans la tourmente

Les deux sites ont un impact et un rayonnement conséquents, particulièrement dans un contexte d'effondrement économique et de recherche de nouvelles cultures commerciales. Le riz apparaît comme une culture lucrative crédible en remplacement du coton dont le prix chute et la vente est strictement encadrée par l'État (Asowa-Okwe, 1996). L'établissement des périmètres entraîne des booms économiques locaux importants, avec la construction de nouvelles infrastructures, écoles, dispensaires. Le besoin en travail qu'entraînent deux cycles de riz par an provoque rapidement une hausse générale du prix de la main-d'œuvre autour de ces sites, et la prolétarianisation des travailleurs à Kibimba (Zie, 1992). La riziculture devient de plus en plus stratégique et prend d'avantage d'importance dans l'Est du pays, et dans une moindre mesure au Centre-Est. La surface sous riziculture passe d'environ

trois mille hectares à près de vingt mille entre le début des années 1960 et le début des années 1970, la production nationale suivant une augmentation similaire avec des rendements autour d'une tonne par hectare (Kikuchi *et al.*, 2014). Puis la production suit une courbe en dents de scie jusqu'au début des années 1990, depuis la dictature d'Idi Amin puis pendant la guerre de brousse qui a suivi sa chute.

Néanmoins, une augmentation de la production rizicole est visible à partir du milieu des années 1980, avant de suivre une courbe de croissance exponentielle (*Ibid*). Elle illustre surtout un engouement généralisé pour la culture du riz, associée à une irrigation de submersion pratiquée dans des zones humides, et qui s'est développé notamment dans les années 1980 au Centre-Est et à l'Est du pays. Parallèlement, à la même période, les périmètres de Kibimba et Doho font face à de sérieuses difficultés. La prise de pouvoir en 1986 de Yoweri Museveni, natif du Sud et qui a su rassembler des forces armées à travers un discours anti-nordiste (Mwenda 2010), marque un processus de reconstruction de l'État. Cherchant à capter l'aide internationale, Museveni embrasse la voie du libéralisme. La fin du contrôle de l'État notamment sur certains prix agricoles, dont le riz, entraîne des baisses de revenus conséquentes à Kibimba et Doho. Des crises alimentaires apparaissent localement. Elles sont liées à la fois à la défection de la main-d'œuvre des cultures vivrières qui a suivi l'émergence de la riziculture, ainsi qu'à l'augmentation de son coût (Zie, 1992). De plus, malgré son statut d'entreprise nationale, le périmètre de Kibimba n'a pas bénéficié d'un capital conséquent qui aurait entraîné le maintien d'une production hautement mécanisée. Les coupes budgétaires qui arrivent avec la période des plans d'ajustements structurels ne permettent pas de faire face à la crise financière que connaît Kibimba (Asowa-Okwe, 1996). Les infrastructures du périmètre de Doho sont, à l'image de Kibimba, à l'abandon. En effet, les conflits qui opposent depuis une décennie les techniciens fonctionnaires, accusé d'abus de pouvoir et de corruption, aux cultivateurs ne permettent ni la mise en place d'action collective qui aurait pu assurer une maintenance manuelle des infrastructures, ni la levée de fonds *via* de nouvelles taxes. L'établissement d'une coopérative en 1984 est un échec, celle-ci manquant de légitimité comme de pouvoir d'action (Zie, 1992). En conséquence, les terres de Doho connaissent les mêmes dynamiques que celles des zones humides environnantes des deux périmètres, sujettes à des défrichements spontanés : les parcelles de riz ne font pas l'objet d'action collective pour l'irrigation mais sont individuellement exploitées, la riziculture pluviale et de submersion généralisée. Cette dynamique rayonne jusqu'aux bords du lac Kyoga où les zones humides font également l'objet d'individualisation et de mise en valeur pour la riziculture de plus en plus intensive à partir des années 1980 et plus particulièrement 1990 (Bertrand

et Nabuguzi, 1991) contribuant de façon significative au boom rizicole que connaît alors le pays.

De plus, la décennie 1990 marque le début d'une stabilité politique qui, pour la première fois depuis les années 1970, permet au secteur rizicole de se structurer en Ouganda (Kijima *et al.*, 2013). Par ailleurs, dans les années 1980, avec le bref retour au pouvoir de Milton Obote lors de la guerre de brousse, l'idée d'implanter un nouveau périmètre hydro-rizicole en région Lango est remise au goût du jour. Les premières études de faisabilité sont conduites encore une fois par la coopération chinoise, financée par les Nations-Unies. Ce projet n'est pas remis en cause par le gouvernement de Museveni. Celui-ci y voit une opportunité de démontrer sa bonne volonté envers une région du Nord hostile au nouveau pouvoir en place, une action d'autant plus politique avec l'installation progressive de la guerre civile dans le Nord. En région Acholi, elle s'inscrit dans la durée, opposant l'armée du nouveau Président aux militaires de l'ancienne armée de Milton Obote puis à des groupes rebelles. Enfin, les années 1990 se caractérisent par un paradigme naissant d'écologisation des politiques publiques, notamment après la conférence de Rio de Janeiro de 1992. Se pliant aux nouvelles exigences internationales, le modèle technique proposé par la coopération chinoise est revu. Cinquante hectares sont aménagés en 1994 afin de mettre au point une ferme expérimentale irriguée grâce à une pompe électrique. En revanche, le reste du périmètre est relocalisé en amont des marais d'Olweny avec un coefficient de pente qui se prête mieux à une irrigation gravitaire reposant sur des infrastructures non pérennes et ne permettant pas une rétention de l'eau complète.

En 1995, Jackson A. obtient un poste de *Quality Control Officer* et supervise la production des cinquante hectares irrigués de la ferme expérimentale ainsi que sa propre parcelle. Presque à la même période, le périmètre de Kibimba est vendu et l'entreprise privatisée, prenant le nom de *Tilda Rice Company Ltd*. Ocen K. avait alors déjà quitté Kibimba. En effet, en 1993, avec l'effondrement de l'entreprise et avec l'intensification de la guerre civile en Acholi, Ocen K. est de nouveau posté comme technicien agricole au sous-comté d'Agoro.

IV - Le riz de la guerre

Cette fois-ci, pour Jackson A. comme pour Ocen K., tous deux de retour dans leur région natale, il s'agit de mener à bien les projets rizicoles d'Agoro et d'Olwey dans l'environnement d'une guerre qui choquera l'opinion générale pour sa violence extrême.

1 - Des régions marquées par la guerre de brousse

À leur retour dans le Nord, Jackson A. et Ocen K. trouvent des régions meurtries par la guerre. D'abord, par les conséquences de la guerre de brousse. Bien que les combats se soient déroulés essentiellement dans le Sud, au niveau du triangle du Luwero, les régions acholi, langi et iteso n'ont pas été complètement épargnées. D'une part, les guerilleros de Museveni se comportent dans ces régions comme une armée d'occupation à leur arrivée en 1986, s'adonnant à des actes de pillages, meurtres, viols (Finnström, 2008). D'autre part, à la même période, des guerriers pastoraux du Karamoja – une région isolée et marginalisée du Nord-Est – se livrent à des raids de bétail à une échelle sans précédent. La nouvelle armée régulière de Museveni s'y livre également, dans une moindre mesure et parfois en coopérant avec les guerriers karimojong. La collusion de ces deux facteurs mène à l'apparition dans les régions du Nord acholi, langi et iteso de groupes rebelles au nouveau pouvoir en place, dans un contexte d'effondrement de l'économie rurale et d'appauvrissement de la population (Lamwaka, 2016). En effet, près de 90 % du bétail disparaît de ces régions où l'élevage constitue un socle de l'économie et un pilier de l'identité des populations du Nord (Gay et Torretti, 2015). Associé à une conjoncture de crise sans précédent du coton – dont la production au Lango a été importante – le foncier, mis en valeur par des cultures vivrières, devient en l'espace de deux ans l'unique source de revenu des populations. Au Lango particulièrement, où les bas-fonds inondables constituent un réseau hydrographique dense et où la démographie est trois fois plus élevée qu'en Acholi, les microconflits au sein même des communautés explosent, et les anciennes terres de pâturage collectives – incluant des zones humides jugées cultivables – font depuis l'objet d'une dynamique d'accaparement individuel (Eilu *et al.*, 2015).

2 - La guerre contre l'Armée de Résistance du Seigneur

Les mouvements rebelles qui apparaissent au Lango et au Teso ne s'installent pas dans la durée, ce qui n'est pas le cas de l'Armée de Résistance du Seigneur (*Lord's Resistance Army*, LRA) qui émerge en 1987. Menée par Joseph Kony, elle bénéficie d'abord d'un soutien populaire notamment lié à la violence perpétrée par l'armée de Museveni et à un sentiment d'exclusion et de marginalisation de l'Acholi face à la stabilité et au développement qui apparaissent au Sud. Cependant, les revendications politiques de la LRA sont déniées par le pouvoir en place qui préfère mettre en avant le caractère extrême et absurde de la violence dont elle a de plus en plus recours : mutilations, enrôlement d'enfants-soldats, viols et esclavage sexuel, meurtres, etc.

(Finnström, 2008). La population acholi est rapidement prise entre deux feux : la nouvelle armée régulière et la LRA. Très vite, le conflit est instrumentalisé à une échelle nationale : il participe à la négociation de la rente internationale et à la consolidation du pouvoir en place (Mwenda, 2010). Il permet d'assurer une présence militaire continue et un contrôle sur la population d'une région perçue comme un bastion historique de l'opposition à Museveni. L'escalade du conflit se traduit notamment par la mise en œuvre d'une politique de la terre brûlée. La population est déplacée, volontairement ou de force, dans des camps qu'Andrew Mwenda n'hésite pas à comparer à ceux de la période nazie en Europe (2010 : p. 55-56). Parquée, concentrée, elle y est davantage vulnérable aux attaques de la LRA et sa survie dépend du bon vouloir de l'action internationale. La mortalité liée aux conditions d'hygiène catastrophique, aux maladies et à la faim y est élevée, atteignant jusqu'à près de mille morts par semaine (*Ibid.*). Près de deux millions de personnes sont ainsi déplacées au cours du conflit (Finnström, 2008)⁴ entre le début des années 1990 et la fin des années 2010.

3 - Garantir ses revenus pour financer un nouveau lobby

Pour Jackson A., la ferme expérimentale de cinquante hectares représente une opportunité importante. Les aménagements récents et la garantie de la maîtrise de l'eau grâce à l'investissement important dans une pompe électrique permettent d'atteindre rapidement une production rizicole élevée alors que le riz est en plein essor. Le revenu que tire Jackson A. de cette activité est important. Son réseau de contacts s'agrandit, le projet d'Olweny étant rapidement étroitement lié au jeu politique mené par les agences décentralisées, les politiciens locaux et le pouvoir central (Gay et Torretti, 2015).

Cependant, Jackson A. est très rapidement rattrapé par la guerre contre la LRA. Le 10 octobre 1996 vers minuit, les rebelles de la LRA enlèvent près de cent quarante écolières – nommées par la suite les *Aboke Girls* par les principaux médias du pays. La directrice de l'école ainsi qu'un instituteur suivent les rebelles dans la brousse. Ils obtiennent la libération de cent cinq filles, et sont contraints d'abandonner les autres. Dans un entretien accordé à *The Observer* en janvier 2013, Jackson A. témoigne :

4. Ronald Atkinson (2010 : p. 298) écrit notamment à propos de la politique des camps, devenue obligatoire et systématique en 1995 : « le déplacement forcé dans des camps dans ces conditions signifiait dépendance forcée, vulnérabilité forcée, humiliation forcée, congestion forcée dans les camps, et isolation forcée au monde extérieur. Les dégâts physiques, psychologiques, sociaux et culturels causés par le déplacement forcé dans les camps sont presque inimaginables » (traduit de l'anglais).

Je me suis évanoui dans la cour de l'école lorsque j'ai appris que ma fille était parmi celles retenues par Kony. C'était dévastateur.⁵

En réaction à l'évènement, Jackson A. monte une association aujourd'hui influente et dont il prend la présidence. Elle rassemble des personnes dotées d'un certain niveau d'éducation, influentes, parents d'enfants enlevés par la LRA. Son objectif est double : être un lobby politique pour défendre les droits des enfants enrôlés de force afin de les présenter comme des victimes plutôt que des bourreaux, ainsi que réunir des moyens pour financer le processus de réintégration des enfants-soldats et esclaves sexuelles qui ont pu désertier. Pour cela, Jackson A. fait appel aux outils que son parcours lui a permis d'acquérir. Il mobilise son réseau. Il produit des documents cadres qui démontrent sa maîtrise des codes et du vocabulaire associé au monde du « développement » afin de capter l'attention des médias, donateurs, ONGs, associations, etc. Il contribue au financement de l'association : la riziculture et son salaire de fonctionnaire sont ses sources de revenus.

4 - Transformer l'irrigation autochtone au pied des monts Agoro, deuxième tentative

Lorsque Ocen K. revient en 1993 dans le sous-comté d'Agoro, un camp est déjà formé à quelques kilomètres du *joro* qu'il avait tenté de transformer quelques vingt ans plus tôt. Cette fois-ci, il est revenu avec des semences provenant de Kibimba et l'intention d'introduire la riziculture, en plus de faire revivre le projet d'irrigation « moderne » qu'il avait initié précédemment. Paradoxalement, les conditions de vie des camps dans le Nord sont un terreau favorable à l'adoption du riz dont la culture se développe finalement au Nord. D'une part, le cantonnement de la population dans un rayon de quelques kilomètres autour des camps favorise le riz, considéré comme une culture au rendement élevé. D'autre part, les conditions de misère extrême dans lesquelles évolue la population rendent la culture du riz, en plein boom en ce début des années 1990, lucrative. Enfin, le gouvernement met en place des politiques de réintégration des soldats de l'ancienne armée d'Obote ou des rebelles qui ont déposé les armes par la création d'emploi dans des petites fermes rizicoles, notamment autour de Gulu, en région Acholi (Lamwaka, 2016). Ainsi, cette fois-ci, dans un contexte de guerre civile, Ocen K. rencontre une opposition au schéma d'aménagement du *joro* conceptualisé dans les années 1970 affaiblie. La riziculture associée à son action prend racine. Lors d'une visite en 1999, Caroline Lamwaka témoigne (2016 : p. 345-347) :

La zone d'Agoro était connue pour sa culture de riz, de blé, de sésame, d'arachide, de maïs, de choux, et d'autres cultures. [...]

5. Traduit de l'anglais.

Il était triste que les gens d'Agoro ne connaissent pas la paix relative dont bénéficiaient d'autres endroits en Acholi. Le déplacement dans les camps a eu son effet sur la population, beaucoup ayant été réduits à se reposer entièrement sur les rations alimentaires du Programme Alimentaire Mondial. [...] Les gens se risquaient à travers les zones minées parce qu'ils étaient affamés.

[...] En 1993, les rebelles de la LRA ont brûlé les habitations au pied des monts Agoro sur une distance de douze miles de Rudi à Pobar. [...] en juillet 1998, la LRA a pénétré l'Ouganda depuis les monts Agoro, et de là a attaqué et enlevé nombre de gens [...]. Ils ont également tué trente-huit personnes, dont de nombreux enfants. [...]

Les médicaments étaient rares au dispensaire d'Agoro. Dix-huit personnes souffraient de maladie, dont douze de dysenterie après avoir bu l'eau de la rivière Okura.⁶

Finalement, l'organisation du *joro* imaginé par Ocen K. se superpose aux pratiques autochtones préexistantes face à la pression engendrée par la guerre. La distribution de l'eau est réorganisée dans une certaine mesure, selon un réseau de canaux rectilignes creusés à même le sol. Ceux-ci matérialisent de nouvelles frontières qui s'inscrivent dans l'espace, délimitant celui-ci en différents blocs de production à l'image du périmètre de Kibimba. Le clan aristocrate de la vallée ainsi qu'un clan parent bénéficient largement de l'action initiée par Ocen K. En effet, ces clans possèdent les terres les plus planes et qui se prêtent le mieux à l'irrigation, sur lesquelles la riziculture prend facilement racine.

Au début des années 2000, Ocen K. établit un accord de principe avec le Programme Alimentaire Mondial afin de « réhabiliter » l'*Agoro Irrigation Scheme*, c'est-à-dire investir dans des aménagements lourds qui remplaceraient les canaux en terre et permettraient la construction d'un barrage en dur assurant une maîtrise hydraulique totale. Cet accord ne voit pas le jour. En effet, en 2002, le gouvernement lance l'opération Poing de Fer dans une nouvelle tentative pour résoudre militairement le conflit. La violence atteint alors un niveau inédit.

5 - Opération Poing de Fer

En effet, le conflit a pris une tournure internationale et sa résolution pacifique semble de plus en plus incertaine. D'une part, la LRA s'est alliée à des forces rebelles sud-soudanaises, participant également à la guerre civile qui a lieu au Soudan en échange d'un refuge, de rations alimentaires, d'armes et de munitions. D'autre part, Museveni obtient un soutien militaire

6. Traduit de l'anglais.

significatif de la part des États-Unis qui inscrivent la LRA sur la liste noire des groupes terroristes, créée dans la foulée des attentats du 11 septembre. Avec parallèlement l'émission de mandats d'arrêt à l'encontre des principaux commandants de la LRA par la Cour Pénale Internationale, nouvellement créée et en recherche de légitimité, la reddition de la LRA semble largement compromise (Finnström, 2008 ; Lamwaka, 2016). L'opération Poing de Fer alors lancée en 2002 par Museveni, loin de mettre un terme au conflit, entraîne une période de violence inédite perpétrée par la LRA.

Lors d'une conversation informelle en septembre 2016 à son domicile, dans la paroisse de Lokung, Ocen K. témoigne de son expérience :

[En 2003] Ce jour-là, j'étais dans les champs avec des paysans quand nous avons entendu les rebelles arriver à travers les monts. Je ne sais pas pourquoi, mais cette fois, je savais que cela allait être terrible. Nous le savions tous. J'étais le seul avec un vélo. Les paysans m'ont dit de partir, de fuir vers la ville, de ne pas rester là. Alors pour la première fois j'ai laissé les autres derrière. J'ai prié Dieu pour ne pas rouler sur une mine ou rencontrer des rebelles ou l'armée. J'ai cru que Dieu m'avait entendu parce que j'ai atteint Kitgum, et tu sais, c'est tellement loin, presque cent kilomètres, et moi je suis un vieil homme. J'ai mis deux jours, je n'ai pas mangé, pas bu. Mais j'ai atteint Kitgum et j'ai su que Dieu ne m'avait pas entendu, parce que ma femme et ma fille étaient mortes. Elles avaient aussi voulu fuir, mais leur camion a sauté sur une mine. Dieu ne m'a pas entendu. Je ne suis jamais retourné à Agoro. Ce n'est pas très loin d'ici, tu as vu en venant, mais je n'y suis jamais retourné.⁷

En région Lango, l'aménagement des marais d'Itek et d'Okile comme seconde phase du projet d'Olweny s'est déroulé en 1999-2000. Durant les premières années, Jackson A. témoigne d'une mobilisation des communautés pour le projet difficile, notamment dû à un niveau sans précédent de méfiance contre le pouvoir central et à la peur que celui-ci ne s'approprie les six cents hectares concernés. Face au manque de participation, l'allocation des terres précédemment collectives se fait en dehors du cadre prévu par le projet, qui limite la surface de chaque parcelle à une demi-acre, le nombre de parcelles attribuées à une par famille et qui stipule que seules les personnes habitant à moins de deux kilomètres d'une parcelle peuvent faire une demande d'allocation. Ainsi, l'allocation se fait entre un nombre restreint de personnes qui, souvent, sont des représentants de l'autorité dite coutumière, issue du droit positif ou d'une élite plus ou moins influente comme Jackson A. (Gay et Torretti, 2015). Puis, en 2003, la vague de violence qui touche l'Acholi s'étend jusqu'au Lango, où la politique des camps s'installe également.

7. Traduit de l'anglais.

Figure 5 - Les marais d’Itek et d’Okile

Les communautés habitant les environs des marais nouvellement aménagés fuient à la ville de Lira ou dans le camp de Barr, près du marais d’Itek, qui compte alors près de quarante mille personnes en 2004. Cependant, Jackson A. parvient à tirer profit de cette situation. Il fonde la même année la *Lira Rice Promoters Association* qui réunit une vingtaine de personnes issue de la petite élite urbaine de Lira. Son réseau lui permet d’obtenir des subventions que le gouvernement verse à cette association plutôt qu’à la coopérative créée pour gérer les périmètres irrigués. Elles se matérialisent sous la forme de tracteur, hangars, petite machinerie offrant un certain niveau de mécanisation de la récolte et du traitement du riz. Les membres de l’association s’approprient la terre principalement située à proximité du camp de Barr où les quelques militaires stationnés peuvent accompagner des travailleurs aux champs. Au retour des camps, le processus chaotique et irrégulier initié principalement en 2006, après la signature d’un cessez-le-feu, concernant le droit d’accès et d’usage approprié par les membres de la *Lira Rice Promoters Association*,

n'est pas remis en cause. Le marais d'Okile sera plus longtemps déserté par les habitants des environs, théâtre d'un massacre en 2004. Le bilan du projet d'aménagement d'Olweny est ainsi durement impacté par la guerre. Faute de capacité à payer les factures d'électricité, la pompe électrique de la ferme expérimentale n'est plus en fonction depuis 2002. La conception « écologique » de l'aménagement des marais d'Itek et d'Olweny a conduit à une reprise complète de la végétation dense caractéristique de ces bas-fonds inondables, rendant le processus de défrichage coûteux pour les éventuels prétendants à la riziculture. Seule une petite portion du marais d'Itek pratique de manière intense la riziculture irriguée, sous le *leadership* de la *Lira Rice Promoters Association* – et de Jackson A.

Le riz du « développement » ?

Finalement, après une longue période de repli et d'isolement depuis la dictature d'Idi Amin jusqu'à la fin de la guerre contre la LRA, la reconstruction s'amorce dans le Nord ougandais. Ces régions s'ouvrent aux dynamiques nationales et internationales. En ce début des années 2000, où l'effervescence de la globalisation des années 1990 a cédé la place à un régime néolibéral généralisé, le « développement » est dorénavant envisagé sous l'angle de la « bonne gouvernance » (Rist, 2013). Pour la Banque mondiale notamment, il s'agit de mettre en œuvre des actions qui vont permettre de favoriser la croissance économique afin de faire fonctionner les marchés dans l'intérêt des plus pauvres – c'est-à-dire en les y intégrant. En Afrique rurale, le mythe d'une « Révolution Verte » africaine prend une ampleur inédite, illustrée notamment par le lancement de la variété de riz NERICA (*New Rice for Africa*) au début des années 2000 et dont le bilan en Ouganda est discutable (Kijima *et al.*, 2011). La reconstruction du Nord de l'Ouganda est appuyée par nombre d'acteurs internationaux qui, comme le gouvernement, souhaitent développer le modèle de l'agriculture productiviste comme moyen d'atteindre le « développement » dans ces zones post-conflits.

Ainsi la riziculture, en tant que symbole de la « Révolution Verte » et symbole d'un nouveau modèle agricole plus communément nommé *agri-business*, fait finalement en Ouganda l'objet d'une construction d'une véritable politique nationale plusieurs décennies après son introduction. Le boom rizicole amorcé dans les années 1990 se poursuit, atteignant en 2010 une production nationale de plus de deux millions de tonnes (Kikuchi *et al.*, 2014), cette fois-ci appuyé « par le haut » par une multitude d'acteurs. Le Nord est devenu une zone productrice majeure, atteignant un niveau de production similaire à celui de l'Est du pays (UBOS, 2010), qui a pourtant longtemps

concentré l'attention des organismes de coopération – notamment asiatiques. Ce résultat n'est pas le fruit des périmètres d'Olweny ou d'Agoro. Il est plutôt imputable à une adoption de la riziculture pluviale de champ et de submersion, favorisée par un contexte de guerre et de vie dans des camps.

Pourtant, l'idéologie des grands périmètres continue de retenir l'attention d'un grand nombre d'acteurs. Le camp du sous-comté d'Agoro est devenu un village qui capte l'attention des donateurs internationaux. Par exemple, l'ONG *International Rescue Committee* reprend les initiatives d'Ocen K. en investissant dans l'aplanissement des blocs de production détenus par le clan aristocrate et son clan parent, étendant la surface sous riziculture irriguée – et accentuant ainsi les inégalités de revenus entre les clans de la vallée. Par la suite, la coopération japonaise JICA améliore l'accès à l'eau de ces mêmes blocs en finançant notamment de nouvelles portes de distribution d'eau. En 2008, le gouvernement lance le projet FIEFOC (*Farm and Income Enhancement and Forest Conservation*) sous financement de la Banque Africaine de Développement⁸. Celui-ci prévoit notamment la « réhabilitation » de plusieurs périmètres d'irrigation : Mubuku, Doho, Agoro. Finalement, celui d'Olweny est également pris en compte. Les « réhabilitations » d'Agoro et d'Olweny se matérialisent selon des calendriers qui n'ont rien d'innocent, en pleine période pré-électorale suivie par la réélection de Museveni en 2016. Leur conception traduit la même idéologie que celle des années 1960 de la période de la coopération sino-ougandaise. Une idéologie à laquelle Ocen K. et Jackson A. continuent d'adhérer, ce dernier ayant une influence aujourd'hui considérable sur le processus de « réhabilitation » du projet d'Olweny, qui lui procurent toujours des revenus significatifs *via* un emploi cette fois de consultant pour l'entreprise de construction en charge des travaux.

Pourtant, des conséquences inattendues sont évidentes : l'établissement d'un pluralisme juridique hydraulique à Agoro et d'un pluralisme juridique foncier à Olweny, ou encore la complexification des rapports de force au sein des communautés entre membres et exclus des nouveaux espaces de production. Mais Ocen K. comme Jackson A. ne sont pas revenus sur leurs premières impressions des années 1960. Ils expliquent les échecs de ces aménagements par une mentalité « arriérée » qu'il faut dépasser pour atteindre la « modernité », « au nom du développement ». Paradoxalement, c'est pourtant bien la guerre, d'avantage que ces projets et les pratiques agraires qu'ils visent à véhiculer, qui semble avoir constitué le véritable tremplin de la riziculture dans les régions du Nord – aidée en cela par une conjoncture d'effondrement des prix des autres cultures commerciales. En conséquence, il

8. La même année, l'Ouganda rejoint la Coalition pour le Développement du Riz Africain et établit notamment son premier plan stratégique pour le développement du riz.

(Source : Torretti 2014, 2016)

Figure 6 - Riziculture dans le marais d'Itek (en haut) et au pied des monts Agoro (en bas)

(Source : Torretti 2014, 2016)

semble hasardeux d'imputer l'essor rizicole ougandais à l'adhésion à l'idéal d'une agriculture moderne, intensive et lourde en capitale promue par Jackson A. et Ocen K. toute leur vie durant, plutôt qu'à une conjoncture inédite, unique et sans doute peu planifiée.

Bibliographie

Asowa-Okwe C., 1996 - « Irrigation Rice Technology and its Impact on Labour in Dokho and Kibimba Rice Schemes in Eastern Uganda ». *CBR Publication*, Working Paper n° 49, 34p.

Atkinson R. R., 2010 - *The Roots of Ethnicity: Origins of the Acholi of Uganda Before 1800. Second Edition*. Kampala : Fountain Publishers, 382 p.

Bertoncin M., Pase A., 2012 - *Autour du lac Tchad : Enjeux et conflits pour le contrôle de l'eau*. Paris : L'Harmattan, 354 p.

Bertrand J., Nabuguzi E., 1991 - « Paysans face à la crise ». *Afrique Contemporaine*, n° 160.

Buyondo F. S., 1977 - *An Evaluation of Kibimba Surface Irrigated Rice Scheme*. Kampala : Makerere University, Faculty of Agriculture and Forestry, Special Projects, 94 p.

Collins R. O., 2001 - « Uganda, Egypt, and the Owen Falls Dam ». *The Uganda Journal: The Journal of the Uganda Society*, vol. 47, p. 1-9.

Eilu T. A. Q., Akin J., Hurst P., 2015 - « Supporting Intra-community Land Conflict Resolution in Northern Uganda », In : Booker S., Knight R., Brinkhurst M. (ed.), 2015. *Protecting Community Lands and Resources in Africa: Grassroot Advocates' Strategies and Lessons*. Natural Justice, Namati, p. 53-62.

Finnström S., 2008 - *Living with Bad Surroundings: War, History and Everyday Moments in Northern Uganda*. Durham, London : Duke University Press, 286p.

Gay L., Torretti C., 2015/2 - « Territorialisation des marais d'Olweny en Ouganda : luttes de pouvoir, politiques agricoles et environnementales ». *L'Espace Géographique*, Tome 45, p. 147-159.

Gourou P., 1984 - *Riz et civilisation*. Paris : Fayard, 299 p.

Kijima Y., Otsuka K., Sserunkuuma D., 2011 - « An Inquiry into Constraints on a Green Revolution in Sub-Saharan Africa: The Case of NERICA Rice in Uganda ». *World Development*, vol. 39, n° 1, 77-86 p.

Kijima Y., Otsuka K., Futakuchi K., 2013 - « The Development of Agricultural Markets in Sub-Saharan Africa: the Case of Rice in Uganda ». *African Journal of Agricultural and Resource Economics*, vol. 8, n° 4, 253-264 p.

Kikuchi M., Kijima Y., Haneishi Y., Tsuboi T., 2014 - « A Brief Appraisal of Rice Production Statistics in Uganda ». *Tropical Agriculture and Development*, vol. 58, n° 2, p. 78-84.

Lamwaka C., 2016 - *The Raging Storm: A Reporter's Inside Account of the Northern Uganda War 1986-2005*. Kampala : Fountain Publishers, 463 p.

Lutara W. O., 1956 - *Agriculture in Acholi*. Kampala : University of Makerere, Faculty of Agriculture, Dissertation, 56 p.

Mwenda A., 2010 - « Uganda's Politics of Foreign Aid and Violent Conflict: the Political Uses of the LRA Rebellion ». In Allen T., Vlassenroot K. (ed.), 2010. *The Lord's Resistance Army: Myth and Reality*. London, New York : Zed Books, p. 45-58.

Ntambirweki J., 1996 - « Colonial Treaties and the Legal Regime of the Nile Valley: Rethinking the Legal Framework into the 21st Century, with Special Emphasis on Uganda's Interests ». *The Uganda Journal: The Journal of the Uganda Society*, vol. 43, p. 34-51.

Rist G., 2013 - *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 4^e édition revue et augmentée. Paris : Presses de Sciences Po, 511 p.

Pestre D. (dir.), 2014 - *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*. Paris : La Découverte, 321 p.

Prunier G., Calas B. (dir.), 1994 - *L'Ouganda Contemporain*. Paris : Karthala, 303 p.

Uganda Bureau of Statistics (UBOS), 2010 - « Uganda Census of Agriculture 2008/2009 ». Vol. IV. *Crop Area and Production Report*. Kampala : Government Printer, 147 p.

Uganda Protectorate, 1960 - « Uganda General African Census 1959 ». Vol. II. Part I. *Tribal Analysis*. Entebbe : East African Statistical Department, 128 p.

Watson J. M., 1952 - « The Agoro Systems of Irrigation ». *The Uganda Journal: The Journal of the Uganda Society*, vol. 16, n° 2, p. 159-163.

Zie G., 1992 - *Appropriate Technology, Productivity and Employment in Agriculture in Uganda. A Case Study of the Kibimba and Doho Rice Schemes*. Kampala : F.A.O. of the United Nations, 57 p.